

MALAUCLÈNE / Une quinzaine de délégués a rencontré l'inspecteur du travail hier

Les papetiers demandent de l'aide à l'administration

Par Amélie Riberolle

ARiberolle@laprovence-presse.fr

Le but de cette petite excursion, c'était d'exhorter l'administration à tenir une vraie position". Jean-Marc Moulin, délégué CGT de la papeterie, n'attendait "pas de miracle" de cette rencontre, hier matin à Avignon, avec le directeur départemental de l'Inspection du travail.

Avec une quinzaine de représentants du personnel, ils ont été reçus pendant plus d'une heure, pendant qu'environ un tiers des salariés de la papeterie attendaient dehors, comme Bruno, les traits tirés par plus de deux mois d'incertitude, depuis l'arrêt de la machine à papier, le 4 avril dernier. "On sait qu'on va être virés, mais on ne sait pas quand. On ne peut rien envisager pour la suite. Alors on est là".

Une présence massive qui donne de la force aux revendications aux yeux de Jean-Marc Moulin: "Quand on vient comme ça, ils comprennent". Ce que les papetiers sont venus dénoncer, c'est notamment l'incohérence du calendrier: "Le plan social doit être finalisé fin juin, mais la réponse du repreneur interviendra ensuite. Il y a quelque chose qui cloche: ils auront le temps de vider l'usine de son personnel!"

Leur crainte que l'entreprise devienne une coquille vide s'appuierait également sur les dires des repreneurs



► Une quinzaine de délégués, accompagnée par un tiers des salariés de l'usine, a été reçue par la direction de l'inspection du travail à Avignon.

/ PHOTO ANGE ESPOSITO

REPÈRES

- **Le 4 avril dernier**, une partie de l'activité de l'entreprise, spécialisée dans la fabrication de papier à cigarettes, est arrêtée.
- **Le 17 avril**, les 211 salariés apprennent, après un comité d'entreprise extraordinaire, l'arrêt total de l'activité en septembre.
- **Le 29 avril**, une manifestation de soutien rassemble salariés mais aussi élus et habitants du village. Un millier de personnes défilent pour sauver l'industrie locale.
- **Le 19 mai**, l'ensemble des salariés se met en grève pendant un nouveau comité d'entreprise tendu, où est présenté le rapport d'expertise justifiant le projet de fermeture. Un document contesté par les délégués syndicaux qui estiment qu'on peut "investir dans l'outil plutôt que dans le licenciement du personnel".

potentiels, au nombre de trois, dont le délégué préfère désormais taire les noms pour ne pas risquer d'altérer les négociations. "Le rapport, -- présenté la veille au soir, Ndlr-- n'est pas assez complet. Ils ne donnent pas toutes les infos."

Une réunion avec les experts insatisfaisante donc, avant une nouvelle mardi prochain. D'ici là, les papetiers l'affirment, avant le 30 juin, ils iront répéter ailleurs que "les stratégies pour calmer le jeu" ne prennent pas, et qu'ils ne se "laisseront pas leurrer". ■